de la Nouvelle-Orléans.

L'ABEILLE

NOUVELLE-ORLÉANS.

JEUDI 10 JUILLET 1879

ATHÉNÉE LOUISIANAIS.

Présidence de M. le Dr Armand Mercier.

Sur la motion du docteur de Lavergne, appuyé de MM. C. Turpin, F. Lizardi, G. Cambiaire, E. Jumonville, F. Tujague, G. Brunel, L. DelPorto, Alfred Mercier, l'Athénée a résolu unanimement de ne donner deux séances de concurrente, Pendant longtemps les hommes, Pendant les femmes.

Chaque séance aura à traiter un sujet spécialement.

Une médaille d'or sera accordée au meilleur mémoire de Pune et de l'autre séance, les deux médailles étant d'égale valeur.

Toute personne résidant en Louisiane, et qui n'est pas membre de l'Athénée, est invitée à concourir.

Le concours est ouvert à partir du 1er avril jusqu'au 30 septembre inclusive ment.

Les manuscrits doivent être reçus au plus tard le 1er octobre. Ils seront écrits bien lisiblement que possible, sur papier de bonne qualité, avec une marge d'un quart de pouce de largeur, et seulement sur le recto et les lignes à simple distance les unes des autres.

Chaque manuscrit devra avoir une épigraphe ou devise qui sera reproduite sur une enveloppe renfermant le nom de l'auteur écrit distinctement et son adresse.

Le prix des manuscrits couronnés seront publiés dans les comptes-rendus de l'Athénée. On pourra demander la lecture sur un tableau d'honneur des noms des concurrents admis.

La présentation des prix se fera publiquement, dans une séance spéciale. On réunira, pour la circonstance, tous les éléments d'une fête littéraire.

Les noms des lauréats et ont proclamés après la lecture des manuscrits.

Les manuscrits dans aucun cas ne seront rendus.

Tout candidat qui fera connaître ses noms, adresse et qualité à des membres du comité.

Les dispositions ci-dessus sont les suivantes, et devront être traitée en prose.

Pour les Femmes :

LA FEMME LOUISIANAISE AVANT, PENDANT ET APRÈS NOTRE DERNIÈRE [illegible]

Pour les Hommes :

ELOGE DU BIENVILLE

N. B.—Toutes les communications que [illegible] peuvent avoir à faire [illegible] au secrétaire, [illegible] ALFRED MERCIER, Président. ALFRED MERCIER, Secrétaire perpétuel.

Loi sur le revenu interne de 1879

Clause 11—Tous les esprits distillés, vins et liqueurs fermentées, importées en pipes, boucauts, tierçons, barils, barriques ou autres fûts semblables, seront d'abord placés dans un magasin public ou entrepôt de douane, si requis par un officier qu'après avoir été [illegible] par un jaugeur de douane [illegible] et après qu'un timbre [illegible] et les détails de la [illegible] aient été apposé; le secrétaire du Trésor est autorisé à prescrire la forme des timbres, à les fournir et à faire tous les règlements nécessaires pour appliquer les présentes dispositions.

Toute pipe, boucaut, tierçon, baril, barrique ou autre fût retiré de magasin ou entrepôt de douane après le 30 janvier 1879, censé contenir de la liqueur importée, trouvé sans timbre, ou scellé avec son contenu au profit des Etats-Unis; et lorsqu'une barrique ou fût d'esprits distillés importés d'une contenance de cinq gallons au moins, sera requis pour être expédié, vendu ou livré, ou un vendeur en gros de liqueurs, ledit fût sera timbré avec un timbre spécial pour les esprits importés, suivant les règlements établis ou à établir à cet effet par le commissaire du revenu interne pour les esprits distillés domestiques.

Clause 13—Toute personne qui refusera ou omettra de faire vider ou soutirer le contenu de tout fût de liqueur importée timbré comme il est prescrit ci-dessus, devra au même moment effacer, oblitérer et détruire le timbre, et toutes les marques qui auront été mises en conformité avec les règlements concernant les liqueurs importées; et toutes barrique ou autre fût, ci-dessus mentionné, dans lequel des esprits distillés ou vins, ou des liqueurs fermentées auront été importés, ne sera employé pour contenir des esprits distillés domestiques sans la peine de confiscation du fût et du contenu.

Toute barrique ou autre fût dont le timbre pour liqueur importée ici prescrit n'aura pas été effacé, oblitéré ou détruit au moment où on l'aura vidé, sera confisqué au profit du trésor et sera trouvé par tout officier du revenu interne; et toutes les pénalités de la section 3324 des statuts révisés des Etats-Unis, relatives aux barriques ou fûts vides, dont les marques ou timbres n'ont pas été effacés et relatifs aux [illegible] timbres des fûts et [illegible] timbres ainsi enlevés, s'appliqueront aux timbres pour les esprits importés dont il s'agit ici, et aux barriques ou autres fûts sur lesquels les dits timbres auront été employés.

Clause 13—Si une personne achète ou vend, avec le timbre de liqueur importée y restant, ou avec les marques qui y auront été placées conformément aux lois et règlements concernant les liqueurs importées, y restant, toute barrique ou autre fût, après qu'il aura servi à contenir des liqueurs importées et qu'il aura été vidé; ou si une personne emploie ou a en sa possession un tel fût avec les imitations des marques, dans le but d'y mettre des esprits domestiques distillés pour vendre, ou en donner ou bâtir, elle fabrique, emploie ou a en sa possession un fût fait en imitation ou ayant pour objet d'imiter les dits fûts importés ayec une imitation des dites marques, ladite personne avec leur connaissance et leur consentement, sera coupable d'un délit envers les Etats-Unis. Et toute personne qui violera une des dispositions de cette section sera passible d'une amende de $200 pour chaque fût ainsi acheté, vendu ou employé ou trouvé en sa possession.

Avis aux contribuables

Bureau du Collecteur de la Ville de la Nlle-Orléans, en 27 juin 1879.

Conformément à la [illegible] de 1877, avis est donné [illegible] que les [illegible] d'assessment de [illegible] pour [illegible] et personnelles en cette ville, pour les années [illegible] et 1880, seront [illegible] et exposés pour inspection et correction, [illegible] 1er septembre 1879, sous la garde de [illegible] Bureau, [illegible] 9 heures du matin à 3 heures de l'après-midi.

[illegible] WASH. MARKS, Collecteur de la Ville de la Nlle-Orléans.

27juin—

Bureau du Collecteur de la Ville de la Nlle-Orléans, 1er juillet 1879. Les [illegible] de [illegible] Nouvelle-Orléans, [illegible] 5 juillet 1879, [illegible] de la Nouvelle-Orléans, [illegible] du Conseil de Revision, [illegible] 1879, [illegible] 25 juillet 1879, [illegible] 9 heures du matin à 3 heures de l'après-midi. [illegible] 1er septembre 1879, sous la garde de [illegible] jours fériés exceptés.

[illegible] R. HUARD, Collecteur.

[illegible] Bureau du Collecteur de la Ville de la Nlle-Orléans, 1er juillet 1879. Les [illegible] de [illegible] Nouvelle-Orléans, [illegible] 5 juillet 1879, [illegible] de la Nouvelle-Orléans, [illegible] du Conseil de Revision, [illegible] 1879, [illegible] 25 juillet 1879, [illegible] 9 heures du matin à 3 heures de l'après-midi. [illegible] 1er septembre 1879, sous la garde de [illegible] jours fériés exceptés.

SAM. H. KENNEDY, Collecteur.

2 juil—10jr

Bureau du Recorder de la Nlle-Orléans, 1er juillet 1879. Un duplicata du Titre Primitif et Cinquante Certificats d'Actions de la Banque de la Nouvelle-Orléans ayant été perdus, notice est donnée que [illegible] Mardi, 15 juillet, une demande sera faite [illegible] pour [illegible] de [illegible] dits certificats.

F. VILLERE, Recorder.

Bureau du Recorder de la Nlle-Orléans, 1er juin 1879. Trois [illegible] de [illegible] ayant été perdus, notice est donnée que [illegible] Mardi, 15 juillet 1879, [illegible] de la Nouvelle-Orléans, [illegible] du Conseil de Revision, [illegible] 1879, [illegible] 25 juillet 1879, [illegible] 9 heures du matin à 3 heures de l'après-midi. [illegible] 1er septembre 1879, sous la garde de [illegible] jours fériés exceptés.

CHARLES L. C. BENTY, Recorder.

[illegible]—10jr

Bureau du Collecteur de la Ville de la Nlle-Orléans, 1er juin 1879. Trois [illegible] de [illegible] ayant été perdus, notice est donnée que [illegible] Mardi, 15 juillet 1879, [illegible] de la Nouvelle-Orléans, [illegible] du Conseil de Revision, [illegible] 1879, [illegible] 25 juillet 1879, [illegible] 9 heures du matin à 3 heures de l'après-midi. [illegible] 1er septembre 1879, sous la garde de [illegible] jours fériés exceptés.

[illegible] JOSEPH HAUER, Collecteur.

2juin—10jr

CONSULTATION et ROKAINE.

Dentistes.

JOSEPH HAUER,
[illegible]
[illegible] de — — 180
[illegible]
[illegible]
[illegible] DE SIERRA,
DENTISTE,
191 — — DAUPHINE — — — 191

C. E. KELLS & M. VIET,

[illegible]

Se trouvent de leur art.

Entrée particulière.

JAMES S. KNAPP, D. D. S.

Aux mêmes endroits, 15 rue Hauteman.

[illegible] Annonce [illegible] de vieille [illegible] Cet [illegible] Cet établissement [illegible] [illegible] [illegible]